

Nantes, le 2 juillet 2004

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions Le Mans
Résidence Borromée
4, rue Saint Charles
72000 Le Mans

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société YOPLAIT France SAS au Mans

La société YOPLAIT est approvisionnée en eau par le réseau eau de ville et par deux forages dans la nappe ($2 \times 80 \text{ m}^3/\text{h}$). Depuis quelques années, la société YOPLAIT s'est engagée dans une politique de gestion et d'optimisation de ses consommations d'eau (optimisation des process de fabrication et des nettoyages). Cependant, le respect des règles d'hygiène strictes contraint la société YOPLAIT à une consommation minimale conséquente.

I - Eléments de cadrage de l'action nationale de réduction temporaire de prélèvements et de rejets d'eau d'installations classées en cas de sécheresse

Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations classées comprennent généralement des prescriptions permettant de limiter les consommations d'eau. Ces mêmes arrêtés prévoient également des contraintes de rejets adaptées aux situations de débits d'étiage, voire pour les cas les plus délicats, l'interdiction de rejet dans le cours d'eau concerné en dessous d'un certain niveau de débit d'eau.

La canicule de l'été 2003 a montré qu'il était nécessaire de pouvoir mettre en œuvre des dispositions temporaires plus strictes pour réduire la consommation d'eau des industriels en cas de sécheresse.

Une action prioritaire nationale est donc initiée pour les établissements gros consommateurs d'eau prélevant dans des ressources considérées comme hydrologiquement sensibles à la sécheresse.

A ce titre et dans le cas où les arrêtés préfectoraux de ces établissements ne prévoient pas de mesures adaptées de réduction de la consommation d'eau en cas de situation hydrologique critique (par exemple la réduction d'activité, le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires), les exploitants doivent proposer des dispositifs de réduction temporaire de la consommation d'eau et de limitation de l'impact des rejets aqueux. Sur la base de ces propositions des prescriptions additionnelles sont imposées à l'exploitant.

Une ressource est considérée comme hydrologiquement sensible à la sécheresse si elle a fait l'objet dans les dix dernières années d'au moins un bulletin de situation hydrologique critique.

Pour l'action prioritaire, sont considérés comme « gros consommateurs » d'eau, les installations prélevant plus de 80 m³ d'eau par heure dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau ou plus de 1000 m³ par heure dans des eaux superficielles ou un débit supérieur à 5 % du débit global d'alimentation du cours d'eau, du canal ou du plan d'eau.

Ces seuils ont été fixés au niveau national par la direction de la prévention des pollutions et des risques, en liaison avec la direction de l'eau. Ils peuvent être abaissés pour tenir compte d'une situation hydrologique particulière.

En vue de recenser les installations classées soumises à autorisation qui pourraient être concernées localement, la DRIRE a questionné l'ensemble des industriels fin 2003.

En dehors des cas particuliers de la centrale thermique EDF de Cordemais et du terminal méthanier de Gaz de France à Montoir de Bretagne, aucun établissement n'est concerné par le seuil de 1000 m³/h. En revanche, un certain nombre d'établissements dépassent le seuil relatif au débit de forage ou sont concernés par le critère de 5 % par rapport au débit du cours d'eau.

Il convient enfin de préciser qu'au titre de l'année 2003, seuls des établissements pompant dans la nappe d'accompagnement de la Loire avaient été contactés pour des mesures d'arrêt de pompage.

D'autre part, la procédure ne concerne pas les industriels qui s'approvisionnent via des réseaux collectifs.

II - Situation de l'établissement

La société Union des Coopératives Agricoles Laitières du Maine (UCALM) a été autorisée par arrêté préfectoral n°860/3782 du 5 novembre 1986, à exploiter une usine de fabrication de produits laitiers.

Le récépissé de déclaration du 4 juin 2002 a permis le transfert des activités à la société YOPLAIT France SAS. L'usine traite en moyenne 800 000 litres de lait par jour et l'activité de l'entreprise s'étale du dimanche soir au samedi midi, tout au long de l'année.

A cet effet, la société prélève à la fois dans le réseau urbain et dans deux forages lui appartenant, respectivement, 100 m³/heure dans le réseau urbain et 165 m³/heure dans deux forages.

Par courrier en date du 13 février 2004, l'inspection des installations classées a demandé à la société YOPLAIT de formuler des propositions en vue de réduire temporairement la consommation d'eau en cas de sécheresse équivalente à celle de l'année 2003.

Par courrier en date du 11 mars 2004, la société YOPLAIT a d'une part attiré l'attention de l'inspection des installations classées sur trois points en opposition avec les économies temporaires d'eau : les règles d'hygiène, une maîtrise permanente de la consommation d'eau et la nécessité de livraison des produits, et d'autre part a proposé de supprimer les lavages extérieurs de poids lourds, sous réserve du respect des règles d'hygiène.

Cette unique proposition n'est pas de nature à contribuer à une diminution sérieuse des prélèvements d'eau en cas de situation hydrologique critique.

III - Propositions de l'inspection des installations classées

En l'absence d'une justification technico-économique, l'inspection des installations classées propose :

- Dans un premier niveau de crise correspondant généralement à une phase de restriction des usages de l'eau par arrêté préfectoral pris au titre de la loi sur l'eau, une limitation du prélèvement à 80m³ par heure sur l'ensemble des deux forages, valeur correspondant au seuil d'autorisation de la nomenclature relative à la loi sur l'eau. Les prélèvements sur le réseau urbain n'étant pas concernés par la mesure, aucune réduction n'est demandée sur ce prélèvement.
- Dans un deuxième niveau de crise correspondant généralement à une phase de restriction supplémentaire, voire à une phase d'interdiction pour certains domaines d'activité, une limitation plus importante du prélèvement à 50 m³ par heure sur l'ensemble des deux forages.
- L'exploitant est tenu d'élaborer une procédure interne qui vise à prendre les mesures indispensables en cas de sécheresse afin de limiter les prélèvements d'eau et respecter les conditions prévues ci-dessus.
- Cette procédure est transmise à l'inspection des installations classées.
- L'application de cette procédure doit être effective dans les 24 heures qui suivront la notification de l'inspection des installations classées

Sur justification par étude technico-économique, la société YOPLAIT peut demander la modification des valeurs de prélèvements d'eau affichées dans le projet d'arrêté préfectoral joint.